

RESOLUTIONS - RESOLUCIONES - RÉOLUTIONS - RESOLUÇÕES

ONLY ONE RESOLUTION PER SHEET ! | SOLO UNA RESOLUCIÓN POR HOJA ! UNE
SEULE RÉOLUTION PAR FEUILLE ! | APENAS UMA RESOLUÇÃO POR FOLHA !

TITLE/ TITULO/ TITRE/TÍTULO :	DEMANDER AU GOUVERNEMENT NZ DE RESPECTER ET D'HONORER TE TIRITI O WAITANGI
ORGANISATION/ ORGANIZACIÓN/ ORGANISATION/ORGANIZAÇÃO :	Jeunesse Akbayan, NZYL
COUNTRY/ PAÍS/ PAYS/PAÍS :	Philippines, Nouvelle-Zélande

Nous demandons au gouvernement néo-zélandais d'honorer et de respecter Te Tiriti o Waitangi, le document fondateur de l'Aotearoa Nouvelle-Zélande.

Te Tiriti o Waitangi a établi la relation entre les tangata whenua (peuples indigènes) d'Aotearoa et la Couronne britannique (aujourd'hui représentée par le gouvernement néo-zélandais). Te Tiriti a conféré une protection aux Māori, y compris leurs terres, leurs taonga (trésors) et leur souveraineté, a offert un droit de participation aux processus démocratiques en Nouvelle-Zélande et leur a garanti un partenariat égal dans les processus démocratiques et la gouvernance de l'État sur un pied d'égalité avec la Couronne britannique. Il a également permis aux Européens et aux autres non-Māori (tangata tiriti) de vivre en Aotearoa en toute sécurité et en paix, conformément à leurs propres traditions et coutumes.

Ces promesses de protection, de participation et de partenariat avec les Māori ont été violées à de nombreuses reprises depuis la signature du Te Tiriti le 6 février 1840. Parmi les violations les plus graves, on peut citer le Raupatu et la saisie du Waikato, l'interdiction du te reo Māori (la langue Māori) et la punition de ses locuteurs, ainsi que les institutions occidentales qui ont contribué à des disparités choquantes en termes d'espérance de vie, de taux d'éducation, de richesse et, en fin de compte, d'autodétermination (tino rangatiratanga) entre les Européens de Nouvelle-Zélande et les Māoris.

Pendant longtemps, Te Tiriti o Waitangi a été ignoré par l'État. Mais au cours des dernières décennies, il a gagné en importance et en reconnaissance en tant que document fondateur d'Aotearoa dans le cadre de l'Empire britannique, et les gouvernements néo-zélandais en ont pris acte, ont agi et ont créé de nouvelles institutions pour traiter les problèmes découlant des violations du Te Tiriti. Par exemple, et conformément à l'esprit de partenariat et de protection, le dernier gouvernement travailliste a mis en place de nouvelles institutions pour traiter les questions liées aux violations du Te Tiriti.

VEUILLEZ NOTER QUE LA DATE LIMITE DE SOUMISSION DES RESOLUTIONS AU SECRETARIAT DE L'IUSY EST LE 14 AVRIL A

23:59 CET. LES RÉOLUTIONS DOIVENT ÊTRE ENVOYÉES council@iusy.org

des institutions telles que Te Aka Whai Ora - l'autorité de santé Māori, afin de remédier aux disparités en matière de soins de santé et d'espérance de vie.

Les partis politiques et les institutions de droite en Nouvelle-Zélande se sont opposés à ces mesures visant à remédier aux profondes disparités résultant de l'impérialisme britannique. Le nouveau gouvernement de coalition de droite (entre National, New Zealand First et Act) s'est présenté sur la base d'un programme visant à démanteler Te Aka Whai Ora, ainsi que d'autres institutions pro-Māori. Le parti Act, en particulier, s'en est pris à Te Tiriti lui-même et a cherché à faire passer une loi qui inscrirait les principes de Te Tiriti o Waitangi dans la législation. Ces principes (partenariat, protection, participation) sont déjà bien établis dans les décisions des tribunaux néo-zélandais, mais le parti Act souhaite les définir légalement d'une manière qui porte atteinte à la souveraineté des Māori.

En autorisant un débat public sur ce projet de loi et sur les principes de Te Tiriti o Waitangi, le gouvernement a pris le risque de semer la division, d'attiser la haine et de susciter la peur parmi les Néo-Zélandais, à l'égard des Māori. C'est pourquoi nous demandons au gouvernement néo-zélandais de s'opposer à ce projet de loi, de rétablir toutes les institutions qui s'efforcent de remédier aux conséquences intergénérationnelles de la colonisation sur les Māori, et d'honorer et de faire respecter Te Tiriti o Waitangi.

NOTE : Veuillez numérotéer chaque ligne !

**VEUILLEZ NOTER QUE LA DATE LIMITE DE SOUMISSION DES RESOLUTIONS AU SECRETARIAT DE L'IUSY EST LE 14 AVRIL
A**

23:59 CET. LES RÉOLUTIONS DOIVENT ÊTRE ENVOYÉES council@iusy.org